LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME N° 1

Maurice CHAMBELLAND

VERS UN NOUVEAU CONGRÈS D'AMIENS

DISCOURS PRONONCÉ AU
Ve CONGRÈS DE LA C.G.T.U.

Introduction de Pierre MONATTE

Prix : 0 fr. 75

LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, Rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-Xe

INTRODUCTION

C'est une bonne idée que de publier en brochure le discours prononcé par Chambelland au Congrès de la C.G.T.U. Ce que les délégués ont entendu, et qui a produit sur eux une forte impression, il est utile de le faire entendre à tous les militants, au plus grand nombre possible de syndiqués unitaires, et même aux syndiqués confédérés qui n'ont pas fait leur deuil de l'unité syndicale.

La discussion du dernier congrès est loin d'être close ; on pourrait même dire qu'elle vient seulement d'être ouverte et qu'elle est reportée dans tout le pays, devant chaque syndicat.

Dans cette discussion, dans cette lutte pour la sauvegarde de la C.G.T.U., la minorité est terriblement infériorisée. Non seulement elle ne dispose pas d'un quotidien ni même d'un hebdomadaire pour répondre au quotidien et aux hebdomadaires d'en face, mais elle est encore handicapée de deux autres manières :

La minorité s'adresse à la raison ; elle discute point par point les critiques, les injures même qui lui sont faites ; elle en démontre la fausseté et l'injustice ; elle explique franchement son point de vue, montre à quelle catastrophe les méthodes et les conceptions orthodoxes conduisent la C.G.T.U. et la classe ouvrière ; elle veut convaincre les militants et les syndiqués.

La majorité s'adresse, elle, à la passion, aux plus sales passions. Elle ne voit pas en face d'elle des militants qui ont autant qu'elle, beaucoup plus qu'elle en réalité, le souci de l'organisation, la préoccupation de maintenir et de fortifier l'esprit révolutionnaire dans le pays, elle voit des ennemis ; elle les traite comme des contre-révolutionnaires marchant sous le drapeau de Tardieu. Ainsi, pas besoin de répondre point par point, sérieusement, honnêtement aux objections et aux critiques. Et pour compléter cette mobilisation des fanatismes,

la mise en mouvement de la discipline de parti. Ou tu diras le contraire de ce que tu penses, ou bien tu seras exclu, brisé, sali.

Ce chantage prend encore, il prend un peu moins qu'hier, puisque des résistances se manifestent déjà un peu partout, de Strasbourg à Saint-Etienne, de Dunkerque à Marseille, mais il est bien certain que dans l'ensemble on a peur d'être moins révolutionnaire que le voisin, de le paraître tout au moins.

Les vrais révolutionnaires, ce seraient ceux qui ont fait perdre à la C.G.T.U. la moitié de ses effectifs, ceux qui ont mené la classe ouvrière à trois graves défaites successives. Jamais deux sans trois. Mais après la troisième, les syndiqués et les militants ont le droit et le devoir d'envoyer à Limoges leurs généraux La Défaite.

Les vrais révolutionnaires, ce seraient ceux qui voient la guerre imminente, les masses radicalisées, la Révolution pour demain matin. Depuis cinq à six ans, depuis la bolchévisation du parti et des syndicats, c'est à peu près le même air et la même chanson.

En 1919-1920, quand il y avait de l'orage dans l'air, on a vu des masses radicalisées, prêtes à donner un effort et, dans l'attente de ce moment, se rassemblant, se groupant. Est-ce le cas aujourd'hui? L'espérance est partie, la déception est venue, la dispersion s'est produite.

La guerre est là, dit-on. Comme si le capitalisme pouvait se lancer dans une aventure plus sanglante que celle de 1914-1918 sans avoir réparé ses forces, entassé armes et munitions de toutes sortes. Nous savons aussi bien que quiconque que le capitalisme engendre la guerre, mais nous savons aussi qu'il a besoin de la paix pour atteindre son plein développement. « Le siècle dernier a été le siècle de l'industrialisation, a dit Baldwin ; celui-ci sera le siècle de l'organisation de l'industrie. » Pour accomplir sa dernière période historique, le capitalisme a besoin de la paix. De là la politique de Locarno, réalisant sur le terrain diplomatique ce que les grands cartels internationaux réalisent sur le terrain économique. Chambelland a eu mille fois raison de dire que la majorité était aveugle quand elle ne voyait pas que le capitalisme était en pleine étape impérialiste et non au terme de cette étape, à la culbute finale. Mieux que nous, le capitalisme sait que la guerre entraîne derrière elle la révolution. Comme il ne veut pas mourir, il reculera la guerre tant qu'il pourra, afin de reculer la révolution et de reculer sa propre mort.

La reculera-t-il de dix ans, vingt ans, trente ans, quarante ans, davantage encore? Il est impossible de le prophétiser. Mais dans l'Histoire, les décades sont des journées, sont des minutes. La crise profonde du régime, la crise décisive, nous savons qu'elle s'ouvrira fatalement, mais nous savons aussi que pour la transformer en révolution victorieuse, faite par le prolétariat et pour lui, il faut une classe ouvrière ayant, elle aussi, retrouvé ses forces et sa foi, toutes choses

qu'elle a perdues, que la bourgeoisie, avec l'aide inconsciente des fous qui voient la révolution pour demain matin, lui a fait perdre, lui a volées.

Il fallait du courage pour oser dire nettement tout cela. Dans cette période, tout le monde veut être plus révolutionnaire, plus à gauche que son voisin. Or, pour un révolutionnaire, le courage consiste d'abord à voir la situation telle qu'elle est et à oser le dire. S'il n'a pas ce premier courage, comment pourrait-il avoir celui de faire, au moment où il le faut, l'action qu'il faut? Comment celui qui n'a pas le courage de dire sa pensée, ou d'en avoir une dans son syndicat pourrait-il avoir celui de se dresser vraiment contre le patronat?

C'est une très bonne idée que d'avoir fait du discours de Chambelland une brochure de propagande. Mais c'en est peut-être une mauvaise que de me demander une introduction.

Cela vous amuse donc bien de voir Monmousseau écumer en parlant du « confédéré » Monatte?

Prenez garde, mes amis, en voulant le narguer, vous vous prêtez à la diversion qu'il cherche. Le général de la congrégation du Jésuito-communisme ne demande qu'une chose : c'est qu'on parle de tout, excepté du bilan de sa gestion de la C.G.T.U. Ah! surtout, qu'on ne parle pas de ça.

C'est pourquoi il fait et fait faire un si grand usage de l'argument du « confédéré » Monatte. Evidemment, j'étais confédéré en 1922, comme je le suis aujourd'hui, lorsque, dans l'Ecole Emancipée, *je défendais la C.G.T.U. contre le sabotage des anarchistes et des soi-disant syndicalistes à la Besnard; lorsque je la défendais dans* l'Humanité, *de 1922 à 1924. Evidemment, je suis confédéré au même titre que les membres du parti communiste qui appartiennent au Syndicat des Correcteurs, — un syndicat qui ne s'est pas brisé, — au même titre, par exemple, que l'aventurier Colomer. Non, tout de même pas de la même façon que celui-là. Je ne suis pas de ceux qui changent de syndicat et de conceptions comme de chaussettes. En syndicaliste antédiluvien, je pensais en 1921 et je continue à penser en 1929 qu'il ne faut jamais briser la formation de base qu'est le syndicat, même quand le malheur veut que les C.G.T., les Fédérations et les Unions se brisent. J'ai déploré la scission et j'espère bien voir l'unité syndicale se rétablir. Elle se rétablira, ainsi que le proclame la Ligue syndicaliste, quand nous aurons sorti les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale.*

Vous, camarades unitaires, il est probable que vous aurez fait votre travail avant nous; il est plus facile; mais en le faisant, vous aurez donné un bon coup de main aux révolutionnaires qui sont dans les rangs confédérés. L'unité syndicale ne se fera pas par la décomposition de la C.G.T.U., mais par son renforcement. On ne traite qu'avec les forts. Les dirigeants de la C.G.T. auraient été obligés de compter depuis longtemps avec une C.G.T.U. forte en effectifs et en influence.

Ce qui fait pour une bonne part la force de Jouhaux, c'est qu'il peut dire : « Qu'est-ce que vous avez à réclamer l'unité, vous ne voyez pas qu'elle se fait, que la C.G.T.U. va se dissoudre ou se décomposer ? » Ceci encore : « C'est le régime de subordination au parti communiste que vous rêvez pour la C.G.T. ? »

Aussi je demande aujourd'hui aux militants unitaires de s'opposer au sabotage de la C.G.T.U. par les communistes, comme je leur ai demandé, en 1922, de s'opposer à un identique sabotage de la part des anarchistes et des soi-disant syndicalistes purs. Aujourd'hui comme alors, plus dangereusement qu'alors, il existe un pacte qui empêche le fonctionnement normal des organisations unitaires. Ce n'est plus le pacte de 1921-1922, fameux mais petit, c'est le grand pacte des communistes qui mettent l'intérêt du parti au-dessus de l'intérêt syndical, de l'intérêt de la classe ouvrière.

Sauvez la C.G.T.U., faites-en une maison habitable pour tous ; rendez aux syndicats la direction de leurs luttes. C'est en réveillant la vieille tradition du syndicalisme révolutionnaire que nous travaillerons, les uns et les autres, à refaire l'unité syndicale et que la classe ouvrière retrouvera une organisation capable de faire sa double tâche : celle de tous les jours et celle des grands jours.

PIERRE MONATTE.

Ve Congrès National de la C.G.T.U.

HUITIÈME SÉANCE

(Mercredi matin 18 Septembre 1929)

CHAMPELLAND. — Camarades, je viens vous parler au nom de cette minorité, qu'on a appelée la minorité numéro un, qui est la minorité de la Ligue syndicaliste, la minorité du Congrès de Bordeaux. Je vous indique tout de suite que j'ai l'intention de répondre au Bureau confédéral qui, par la voix de Gitton, nous a mis en demeure de nous situer, d'apporter ici notre conception de la situation économique présente.

J'ai l'intention de démontrer que c'est la conception du Bureau confédéral qui est fausse et que son appréciation de la situation économique est fausse.

J'essayerai de me maintenir au-dessus des questions de personnalités et des questions locales.

Disciplinée, la minorité n° 1 n'a fait inscrire dans ce débat, limité à trois heures en ce qui la concerne, que trois camarades, et les deux premiers ont strictement respecté le temps qui leur était fixé. Il me reste donc, pour apporter toute notre pensée, près de deux heures et je demande au président de ne pas m'obliger à quitter la tribune sans en avoir terminé, ou de me permettre de reprendre mon exposé cet après-midi.

LE PRÉSIDENT. — Tu auras tes deux heures.

CHAMBELLAND. — Nous ne dépasserons pas notre temps de parole.

Camarades, nous nous félicitons de la discussion passionnée qui s'est fait jour en ce congrès, car là où il n'y a pas de passion il n'y a pas de vie, et si le débat a été vivant et passionné, c'est une preuve que l'esprit syndicaliste commence à revivre dans notre Centrale syndicale, que ce syndicalisme, qu'on croyait mort et qu'on avait enterré maintes fois, revit.

Il revit, ce syndicalisme, et vous verrez, par la suite, qu'il revivra plus fortement que jamais.

Quand on oppose des conceptions à d'autres conceptions, le mou-

vement syndical renaît ; l'étouffement, l'homogénéité, c'est la mort ! Pour que le mouvement vive, il faut qu'on discute, qu'on s'affronte, que les différents courants entrent en lutte, et c'est la tâche des congrès confédéraux !

Avant d'entamer notre analyse de la situation économique, je veux déblayer le terrain de quelques arguments d'ordre secondaire, mais auxquels il est nécessaire de répondre.

D'abord, je vous confirme la déclaration faite ici par Germaine Goujon, du Textile de Rouen : « Nous resterons, quoi qu'il arrive, dans la C. G. T. U. ! »

Dans la minorité, nous avons le privilège d'être presque tous des fondateurs de la C.G.T.U. et, depuis sa naissance, d'avoir participé aux débats de ses congrès.

Je vous certifie que l'idée de nous en aller, nous ne l'avons jamais eue une minute ! Nous nous différencions de la minorité que nous avons connue à Saint-Etienne et à Bourges par le souci de rester, quoi qu'il arrive, dans notre organisation de classe.

Avant d'être des militants d'une tendance, nous sommes des militants du syndicalisme, attachés à l'unité de notre mouvement, à la vie de notre Confédération. Par conséquent, quand un journal du patronat, *la Journée Industrielle,* écrit, ce matin, les lignes suivantes :

« *Ces critiques et ces menaces n'ont été applaudies que par une minorité, mais cette minorité était tellement importante, elle était si visiblement décidée à s'organiser pour la lutte,* elle envisageait avec un tel sang-froid l'éventualité d'une scission nouvelle, *que les chefs communistes ont décidé cette fois de composer avec leurs adversaires* »

Nous dénonçons dans cette appréciation un mensonge, car, quoi qu'il arrive, nous resterons, minorité dans la C. G. T. U., non seulement pour combattre nos adversaires de tendance, mais aussi parce que, par-dessus les tendances, nous sommes des militants syndicalistes attachés à notre Confédération. (*Applaudissements.*)

On se sert contre nous de l'argument de la répression et il me faut poser la question en toute franchise. On nous dit que la preuve que nous sommes dans le mauvais chemin, c'est que nous ne subissons pas la répression de la bourgeoisie.

C'est exact, mais il y a à cela une première raison : c'est que nous ne sommes pas placés aux responsabilités de l'organisation syndicale, et qu'il est donc normal que nous ne soyons pas poursuivis.

Mais je vous certifie que la répression ne nous fait pas peur, sans forfanterie, sans vanité.

Vous oubliez trop Tardieu, camarades de la majorité, vous oubliez trop de dénoncer cet homme qui s'est posé en sauveur de la bourgeoisie, alors qu'il en est un élément pourri. C'est ce Tardieu qui vous poursuit avec tant de violence, qui, avant la guerre, journaliste,

mettait sa plume et son influence, dans le journal *le Temps,* au service de la N'Goko-Sangha et de l'Homs-Bagdad ! Il y a dans les annales parlementaires des documents qui démontrent la pourriture de cet homme qui se prétend aujourd'hui le sauveur de la bourgeoisie.

Nous n'avons pas peur de la répression et, ici, je me retourne vers les camarades de la majorité, et principalement vers ceux d'entre eux qui se réclament des conceptions du bolchévisme russe. Ils ne nieront pas qu'ils sont attachés aux méthodes et à l'esprit qui ont présidé à la naissance et à la vie du parti bolchevik russe. Je leur dis que se servir contre la minorité de l'argument de la répression, ce n'est pas se servir d'un argument digne d'un militant bolchevik, parce que les militants bolcheviks n'ont jamais cessé de s'adresser les critiques les plus impitoyables sans tenir compte de leur situation personnelle.

Un bolchevik russe n'a jamais craint de critiquer un autre bolchevik russe, qu'il soit déporté en Sibérie ou emprisonné à la forteresse Pierre-et-Paul.

Quand vous nous opposez l'argument de la répression, vous n'êtes pas dans les traditions que vous représentez.

Une autre réponse sur cette question délicate : nous ne considérons pas que le fait pour un militant d'être en prison lui donne absolument raison sur sa tactique, nous ne considérons pas l'emprisonnement comme un brevet de bonne tactique : on peut être en prison et se tromper lourdement.

Quoi qu'il arrive, la minorité ne se désolidarisera jamais des emprisonnés, et même des emprisonnés politiques.

Nous sommes dans la tradition de la C. G. T. d'avant-guerre qui, syndicaliste-révolutionnaire, n'hésitait pas à affirmer sa solidarité avec tous les emprisonnés, quelle que fût leur opinion politique.

Si, en ce moment, des chefs du parti communiste qui n'appartiennent pas à notre Centrale syndicale sont poursuivis par la bourgeoisie, nous devons les soutenir et les défendre parce que le devoir d'une organisation syndicale, c'est de conquérir pour la classe ouvrière les libertés politiques et économiques.

Il y a la question de l'illégalité. On nous dit : « Vous êtes dans la minorité parce que vous avez peur que la C.G.T.U., par sa liaison avec le parti communiste, soit un jour ou l'autre placée dans l'illégalité ! »

Je vous le déclare très franchement, j'ai peur, en effet, de voir la C.G.T.U. dans l'illégalité, et pourquoi ? Parce que — un bolchevik ne me démentira pas — le mouvement syndical, dans un pays comme la France, a besoin de la légalité pour vivre, il a besoin d'utiliser la légalité de la bourgeoisie. Je verrais mal une organisation syndicale de masse, une organisation syndicaliste révolutionnaire, tenir une assemblée générale, la nuit au Bois de Vincennes !

Il faut que nous usions de tous nos moyens pour conserver contre la bourgeoisie les droits que cette bourgeoisie a été obligée de nous

accorder. La question se pose de savoir si nous pensons que c'est la liaison de la C.G.T.U. avec le parti communiste qui risque d'entraîner la C.G.T.U. dans l'illégalité. Ce n'est pas ma pensée. Je ne crois pas que ce soit la vraie raison. Je crois qu'une C.G.T.U. indépendante, une C.G.T.U. qui tiendrait entre ses mains le drapeau du syndicalisme révolutionnaire, aurait, autant que le parti communiste, une attitude révolutionnaire et serait, au même titre que le parti communiste, l'objet de la répression capitaliste.

J'essayerai de démontrer qu'il est possible, dans ce pays, d'avoir un mouvement syndical indépendant, qui ait une figure aussi révolutionnaire que celle du parti communiste, un mouvement syndical qui menace la bourgeoisie autant et même plus que le parti communiste. J'essayerai de démontrer qu'il est possible de faire une C.G.T.U. qui s'oppose, avec une vigueur plus grande encore, au pouvoir bourgeois.

Il est naturel que si nous arrivons à faire une C.G.T.U. vraiment révolutionnaire, qui s'oppose au pouvoir bourgeois, ce pouvoir bourgeois essaiera de la mettre dans l'illégalité. Point n'est besoin que le parti communiste soit lié à la C.G.T.U. pour risquer l'illégalité. Nous la risquerions par notre action révolutionnaire.

La différence qu'il y aurait, c'est que lorsque la bourgeoisie parlerait de nous mettre dans l'illégalité, la C.G.T.U. aurait derrière elle, à ce moment-là, les masses ouvrières, tandis qu'aujourd'hui elles n'y sont pas.

Quelle est la meilleure défense contre la mise dans l'illégalité ? C'est d'avoir derrière soi la fraction la plus agissante de la classe ouvrière, qui, par son action, entraîne l'immense majorité de cette classe pour la défense des libertés syndicales. Une C.G.T.U. forte, qui a vraiment une influence sur les masses ouvrières, n'a pas à avoir peur de la mise dans l'illégalité. (*Très bien.*)

Nous ne craignons pas de subir la répression, ni l'illégalité pour nos personnes ; c'est le mouvement qui nous intéresse.

On nous dit également : « Vous êtes des contre-révolutionnaires, des agents de la bourgeoisie, vous êtes des traîtres, des briseurs de grèves ». Oui, on a écrit que la Ligue syndicaliste pouvait troquer son titre contre celui de Ligue des briseurs de grèves.

Je vous déclare que ces arguments nous laissent absolument froids; nous ne les prenons pas au sérieux, pas plus que nous n'avons pris au sérieux ce qu'on nous a dit quand, en 1924, la plupart d'entre nous se sont séparés du parti communiste. A ce moment, il y a cinq ans, on nous a dit : « Vous marchez sur la trace de Frossard », de ce Frossard que j'avais dénoncé en 1922 dans les colonnes de *la Vie Ouvrière*. Pour l'avoir dénoncé, j'ai été chassé du secrétariat de rédaction de *la Vie Ouvrière* par un comité de rédaction dont les membres se trouvent encore aujourd'hui dans la majorité confédérale.

Au lendemain du Congrès de Paris du parti communiste, qui s'est tenu dans cette même salle, pour avoir exprimé ma pensée dans les

colonnes de *la Vie Ouvrière*, que vous chérissez tant aujourd'hui, pour avoir dit que Frossard s'engageait sur le chemin de la trahison, qu'il s'apprêtait à abandonner l'Internationale communiste, alors que le même Frossard lui faisait des déclarations de fidélité — il s'est même trouvé mal à cette tribune — j'ai été chassé de *la Vie Ouvrière*.

Qui donc, à ce moment-là, était social-démocrate, centriste, qui donc soutenait le centre du parti communiste contre la gauche qui représentait l'Internationale de Moscou ? Mais c'étaient les camarades qui se trouvent aujourd'hui à la direction confédérale.

Quand nous nous sommes séparés du parti communiste, en 1924, on nous a dit : « Vous marchez sur la trace de Frossard. » Camarades, je vous pose la question : Où est Frossard ? Où sommes-nous ?

Cinq ans ont passé. Cinq années, ça compte dans la vie d'un homme. Frossard est devenu, par la volonté des gros producteurs de rhum, député de la Martinique ; Frossard qui, dans le parti communiste, combattait le front unique parce qu'il ne voulait pas serrer la main des assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, est aujourd'hui le porte-parole du groupe socialiste au parlement ; il a posé la candidature de ce parti à la participation au pouvoir. Tandis que nous, nous sommes restés dans notre organisation de classe, avec toute notre foi révolutionnaire, avec toute notre combativité, avec tous les sentiments qui nous attachent profondément à notre classe et que nous n'abandonnerons jamais, cette classe ouvrière à laquelle nous entendons nous consacrer entièrement et sans détours.

Vous pouvez juger si ceux qui nous disaient, il y a cinq ans : « Vous marchez sur la trace de Frossard », ne se sont pas trompés lourdement.

Alors, vous comprenez, les épithètes de contre-révolutionnaires, d'agents de la bourgeoisie, ça glisse sur nous, ça ne nous atteint pas ; nous ne voulons pas prendre ces choses au sérieux. Nous prenons la même attitude à l'égard d'une phrase contenue dans le message de l'Internationale Syndicale Rouge concernant notre camarade Monatte, que l'on présente comme notre chef de file et que l'I.S.R. a dépeint ici comme un renégat.

Nous avons quelque constance dans nos amitiés ; quand nous avons des liens avec un homme, ces liens sont solides et il n'y a pas beaucoup de forces au monde qui soient capables de les rompre. Je dis même que c'est cela qui fait la force d'un mouvement : l'amitié, l'affection qui lient entre eux les combattants d'une même cause. Quand on sent entre soi des liens puissants de camaraderie et d'amitié, on est beaucoup plus fort pour lutter contre l'ennemi commun. Ces liens qui nous unissent au camarade Monatte, je les affirme ici hautement. J'ajoute que dans aucun cas vous n'obtiendrez notre désolidarisation d'un camarade comme celui-là.

Ce n'est pas nous qui, comme au Congrès de Bourges, viendrions

à la tribune faire une déclaration d'amitié fraternelle à l'égard d'un militant qui s'appelait Albert Treint, et qui, quelque temps après, procéderions à son débarquement en douceur de la direction du parti. Quand nous faisons des déclarations d'amitié, nous y restons fidèles jusqu'au bout. (*Très bien !*)

Je veux maintenant répondre à notre camarade Bourneton, qui est venu vous lire des extraits de notre revue *la Révolution Prolétarienne*. Je le remercie de nous lire avec une telle attention. Je crois, puisqu'il a trouvé dans *la Révolution Prolétarienne* des arguments favorables à sa thèse, que les délégués à ce Congrès seraient bien inspirés de faire comme lui. (*Hilarité.*)

Le camarade Bourneton nous a fait faire un saut. Il nous a fait sauter de la discussion du rapport moral à la question de l'Est-Chinois. C'est un saut périlleux, camarade Bourneton, périlleux pour toi. Tu dis que nous sommes des contre-révolutionnaires, et tu ajoutes : « C'est objectivement que vous êtes des contre-révolutionnaires ». Camarade Bourneton, je pense que tout le monde sera d'accord pour considérer que toi tu es un bon militant révolutionnaire.

En toute franchise, je te dis que si tu es un bon militant révolutionnaire, tu es un révolutionnaire peu objectif.

En effet, tu nous a lu ici une opinion sur la question du chemin de fer de l'Est-Chinois, en disant : « La Ligue syndicaliste pense ceci. » Non, camarades, cela n'est pas l'exacte vérité. Il fallait dire : « Dans un article, signé Robert Louzon, il est écrit », ce qui n'est pas du tout la même chose. Voyez-vous, nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'une publication révolutionnaire n'a pas le droit de mettre en discussion les plus graves questions du moment. Nous pensons au contraire que toutes les questions, même les plus grandes, ont besoin d'être discutées ou rediscutées. Et c'est pour cela que si Louzon a exposé, dans un numéro de *la Révolution Prolétarienne*, son point de vue sur le conflit de l'Est-Chinois, nous avons accepté qu'un autre camarade expose la thèse contraire dans le numéro suivant.

Je ne vous ferai d'ailleurs pas une confession en vous disant que, parmi les camarades qui s'occupent de la rédaction de notre revue, des opinions diverses se font jour. Nous ne sommes pas une chapelle. Nous sommes une revue de coopération intellectuelle ouvrière dans laquelle, sur toutes les questions, il est permis à chacun d'apporter son point de vue. La meilleure preuve que cette diversité d'opinions n'est pas inutile, c'est que s'il n'y avait pas eu *la Révolution Prolétarienne*, notre camarade Bourneton n'aurait pas pu intéresser le Congrès au conflit de l'Est-Chinois.

A propos de ce conflit, vous nous avez dit : « La thèse de Louzon, c'est la thèse de Tchang-Kaï-Shek. » Je demande aux camarades ici présents de bien étudier la question, car je ne pense pas qu'après l'exposé de Bourneton et le mien, ils puissent avoir une opinion définitive sur la question. Je leur demande plutôt de se reporter à

toute l'histoire de la Révolution chinoise et de voir si, du côté de la Direction de l'Internationale communiste, on n'a pas eu, à l'égard de Tchang-Kaï-Shek, des illusions bien singulières. Je me demande si, quand Staline considérait Tchang-Kaï-Shek comme sa jument dans la Révolution chinoise, ses espérances n'allaient pas plus loin que ne pouvait le permettre la réalité.

Et n'est-ce pas Trotsky, l'exilé de Constantinople — ce que Bourneton aurait pu indiquer en passant — qui a dénoncé dans ses travaux la conduite de la Direction de l'Internationale Communiste dans la Révolution chinoise ? Je demande aux camarades délégués de bien se documenter sur la question et de rechercher qui des deux — de l'Internationale communiste ou de Trotsky — a raison en ce qui concerne cette révolution.

Trotsky reproche à Staline d'avoir misé trop longtemps sur Tchang-Kaï-Shek, et c'est là un reproche qui n'est pas sans importance, puisqu'il faut reconnaître que la Révolution chinoise a été un véritable échec pour l'Internationale communiste. Qui donc dit la vérité ?

Pour nous, camarades, il est facile de nous dire que nous sommes les alliés de Tchang-Kaï-Shek et que nous le défendons. Mais, avant d'apporter une telle affirmation, il faut voir dans quel esprit notre camarade Louzon a écrit son article. Or, pour connaître cet état d'esprit, il faudrait lire en entier son article, ce que l'on n'a certainement pas fait. Pour moi, je vais me contenter de vous citer un passage significatif que Bourneton aurait pu, tout de même, prendre la peine de vous lire.

La Chine du Kuomintang — écrit Louzon —, *la Chine de Tchang-Kaï-Shek est, c'est entendu — et, à cet égard, nous n'avons jamais partagé les stupides illusions staliniennes, — une Chine bourgeoise, mais cela n'empêche pas que la Mandchourie est un pays chinois, peuplé de Chinois, et que, par suite, l'artère vitale de ce pays, l'unique chemin de fer qui dessert la Mandchourie du Nord, du fonctionnement duquel dépend donc la vie de tous ces colons chinois qui, sans lui, ne peuvent exporter ni leur blé, ni leur soja, doit être rendu aux Chinois. Mustapha Kemal était et est aussi bourgeois que Tchang-Kaï-Shek ; il eut beau emprisonner les communistes, rendre illégal le parti communiste, Lénine n'en fut pas moins son allié fidèle dans sa résistance à l'impérialisme ; le gouvernement de la Perse ne fut jamais quoi que ce soit qui ressemble à un gouvernement ouvrier et paysan, Lénine n'en répudia pas moins en sa faveur toutes les concessions qui avaient été données par la Perse à la Russie czariste ; il les répudia intégralement, n'acceptant pas de commettre lui-même l'hypocrisie qu'il avait si souvent dénoncée chez la bourgeoisie, celle de considérer une concession comme une affaire purement commerciale » ! Ce n'est pas celui qui avait identifié « impérialisme » avec « domination économique » qui aurait osé prétendre qu'il suffisait,*

Le camarade Cellier a dit que la Fédération des Ports et Docks s'était dressée contre les décisions confédérales, qu'elle ne les avait pas appliquées ? Mais, camarades, quelle a donc été, en la matière, la décision confédérale ?

Vous reprochez aux camarades de la Fédération des Ports et Docks, puisque vous les appelez des briseurs de grève, de ne pas avoir appliqué le mot d'ordre de grève du Premier Août, et vous êtes venus nous dire qu'il n'y avait pas eu de mot d'ordre de grève générale le Premier Août. (*Vives protestations.*)

Y avait-il un mot d'ordre ? Non. Alors, pourquoi reprochez-vous à la Fédération des Ports et Docks de ne pas avoir fait la grève ? (*Vives protestations. Bruit.*)

C'est logique. Vous avez donné à chaque organisation la liberté d'organiser des démonstrations pour le Premier Août suivant ses capacités.

PORREYE. — Mais pas de les saboter !

CHAMBELLAND. — De saboter quoi ? La grève générale ? Il n'en était pas question.

Vous avez donné aux organisations toute latitude de se conduire comme bon leur semblerait. La Fédération des Ports et Docks a examiné ses forces et a pris la décision que vous connaissez, mais elle ne pouvait pas s'insurger contre une décision qui n'existait pas. Les camarades des Ports et Docks sont libres de prendre contre la guerre l'attitude qui leur plaît. (*Vives protestations.*)

En ce moment, nous nous replaçons sur le terrain de cette vieille motion Dumoulin, dans l'ancienne C.G.T. Quand on nous a fichus à la porte de la C.G.T., on nous disait : « La minorité de la C.G.T. n'est pas disciplinée » et, si vous vous le rappelez, on nous disait encore : « Toutes les fois que le Congrès prend une décision, la minorité n'a pas le droit de la combattre publiquement. » Et quelle conception de la discipline opposions-nous à la motion Dumoulin ? Nous disions : « Nous sommes pour la discipline syndicale, mais uniquement pour la discipline syndicale s'appliquant aux résolutions d'action. »

Or une résolution d'action doit être précise. Je n'appelle pas résolution d'action une résolution qui consiste à dire que chaque organisation aura le droit de faire ce que bon lui semblera, mais une résolution comme celle qui a été prise au Congrès de la C.G.T.U. en 1925 pour la grève générale de 24 heures du 12 octobre.

Vous n'avez pas pris une telle décision pour la journée du Premier Août, il n'y a pas eu de résolution d'action et, en droit syndical, vous ne pouvez pas traiter nos camarades des Ports et Docks d'indisciplinés et de briseurs d'une grève que vous n'avez pas décidée.

Au surplus, il nous apparaît que la discussion dans ce Congrès s'est singulièrement éloignée du rapport d'activité de la Confédération Générale du Travail Unitaire.

Le but d'un Congrès confédéral, c'est d'abord de permettre aux

syndicats d'examiner le travail de la direction confédérale depuis le Congrès qui l'a nommée, puis de donner leur opinion sur ce travail.

En l'occurrence, les camarades de la majorité ont usé d'une bonne tactique qui consiste à attaquer pour se défendre. Nous pensons, nous, que c'est de la très bonne stratégie et nous ne nous faisons pas faute de l'employer à l'occasion, parce que nous entendons également nous défendre.

Cependant, jusqu'à présent, aucune réponse, aucune justification n'a été apportée au sujet de ce rapport d'activité. Je ne reprendrai pas ici dans le détail toutes les critiques qui ont été apportées déjà par nos camarades de la minorité n° 1. Je veux simplement les résumer et dire que nous pensons, à la minorité n° 1, que la direction confédérale n'a pas donné à la C. G. T. U., depuis le Congrès de Bordeaux, l'activité ni la vitalité nécessaires. Nous pensons qu'elle n'a pas rempli son rôle, qu'elle ne s'est pas tenue dans le cadre de l'application des décisions du Congrès de Bordeaux, et c'est pour cela que nous votons catégoriquement, et sans détours, contre le rapport moral.

Vous ne pouvez pas nous reprocher un manque de netteté dans notre attitude. Déjà, au Congrès de Bordeaux, nous avons dit que nous nous prononcions contre le rapport moral. Aujourd'hui, nous reprenons la même attitude, parce que nous constatons que, depuis Bordeaux, les fautes que nous avons dénoncées sont allées en s'aggravant. Notre position est donc logique.

Les véritables questions que nous posons devant ce Congrès et sur lesquelles je ne veux pas m'étendre longuement, mes camarades de la minorité l'ayant déjà fait, sont les suivantes. Elles sont précises et je demande au Bureau confédéral d'y apporter des réponses précises.

1° Pourquoi les effectifs de la C.G.T.U. baissent-ils sans arrêt ? Pourquoi le rapport financier ne permet-il pas de savoir combien il reste de syndiqués dans la C.G.T.U. ? En 1928, l'I.S.R. fixait comme objectif à la C.G.T.U. de doubler ses effectifs. Non seulement ils n'ont pas doublé, chacun dit qu'ils ont fondu.

2° Le resserrement syndical devait renforcer les syndicats. Pourquoi ceux-ci sont-ils affaiblis, quelquefois complètement vidés ?

3° Quelles sont les causes du fiasco lamentable de la Caisse Nationale de Solidarité et de toutes les « bases multiples » dont on nous avait tant parlé à Bordeaux ?

4° Comment se fait-il que la fameuse stratégie des grèves ait provoqué tant de douloureux échecs (Textile du Nord et de Roanne, Mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron, etc.) ?

5° Pourquoi, loin de passer à l'offensive, la classe ouvrière de ce pays est-elle impuissante à se défendre contre le patronat et le gouvernement ?

6° Pourquoi a-t-on renoncé à l'unité syndicale et au front unique ?

Pourquoi a-t-on fait le jeu des dirigeants confédérés en s'installant dans la scission, alors que l'unité syndicale est plus indispensable que jamais ?

Voilà, camarades, les questions que nos camarades, forts de leur expérience de militants, sont venus poser devant le Congrès et auxquelles il appartient au Bureau confédéral de répondre d'une façon précise.

Il appartient au Bureau confédéral de dire pourquoi, comme nous l'avons démontré, l'activité et la vitalité données par lui à la C.G.T.U. se sont révélées insuffisantes.

Ce n'est pas à nous qu'il appartient de défendre le rapport moral, c'est au Bureau confédéral. J'espère bien qu'il n'y manquera pas. Quant à nous, nous avons posé des questions précises et nous espérons avoir des réponses précises.

Il y a un point qui est oublié dans ces véritables questions. Je vais encore accrocher notre camarade Bourneton. Il a dit : « Dans *la Révolution Prolétarienne,* vous ne nous avez pas indiqué quelle était votre position positive sur les assurances sociales. Vous avez bien publié quatre articles, mais vous n'avez pas dit quelle position la classe ouvrière devait prendre en ce qui concerne les assurances sociales. »

Je réponds à Bourneton que, dans cette partie de son exposé il a prononcé une phrase qui montre qu'au contraire nous avons pris une position positive en ce qui concerne les assurances sociales, puisqu'il a dit que nous demandions que les ouvriers réalisent l'unité de leur classe dans des *caisses d'assurances sociales primaires uniques.* Ce qui veut dire que nous sommes partisans, nous, que les syndiqués unitaires se joignent aux syndicats confédérés dans des caisses primaires ouvrières uniques, de façon que la classe ouvrière, sur le terrain des assurances sociales, s'oppose en un bloc aux buts de la bourgeoisie et du capitalisme.

C'est notre position ; elle est claire. Je me retourne maintenant vers Bourneton et je lui demande : Mais quelle est donc la position de la C.G.T.U. sur ce terrain ? Est-ce que nous allons encore refuser le versement ouvrier, ou bien est-ce que nous allons constituer des caisses uniques, pour que l'application des assurances sociales soit favorable à la classe ouvrière ? J'espère bien qu'à ce Congrès, on discutera pour savoir si le mouvement syndical unitaire doit, ou bien refuser le versement ouvrier, comme on l'a fait autrefois pour les retraites ouvrières, ou bien accepter d'entrer dans le cadre de la loi, de faire les versements ouvriers, et d'organiser nos caisses primaires de façon que la loi des assurances sociales tourne au bénéfice de la classe ouvrière.

C'est vous, militants de la majorité confédérale, qui devez prendre la position positive que réclame le camarade Bourneton.

Bourneton. — Tu devrais bien lire la littérature de la C.G.T.U.

CHAMBELLAND. — Tout ce que fait la C.G.T.U., je l'ai lu ; je ne l'ai peut-être pas toujours très bien compris, mais je l'ai lu.

Je suis convaincu que la majorité des délégués de ce Congrès ne savent pas à quoi s'en tenir encore aujourd'hui sur la position de la C.G.T.U. relativement aux assurances sociales. J'espère que le Bureau confédéral nous expliquera cette position.

La séance est levée à 12 h. 15.

*
* *

La séance est ouverte à 14 h. 40, avec le même bureau que pour la séance du matin.

LE PRÉSIDENT. — La séance est ouverte... Je donne immédiatement la parole à Chambelland.

CHAMBELLAND. — Camarades, nous en sommes restés à la question capitale, qui est celle de savoir quelle est l'appréciation de la minorité sur la situation économique, par rapport à l'appréciation de la majorité sur cette situation économique. Le débat s'élève au-dessus des personnalités et au-dessus des événements locaux, et c'est entre deux conceptions qu'il va se poursuivre.

Quand le camarade Gitton, au nom du Bureau confédéral, a ouvert ce Congrès, il a apporté ici une affirmation péremptoire, il a dit : « *Le capitalisme est à son déclin.* »

Camarades, c'est une telle affirmation que nous contestons, nous minorité. Nous affirmons qu'il est faux de dire que le capitalisme soit à son déclin. Nous voyons (et je fais appel aux congressistes qui vivent la vie des ouvriers tous les jours) que si le capitalisme a reçu par la guerre de 1914 un coup terrible, s'il a été ébranlé dans ses fondements, il n'en est pas moins vrai qu'il a triomphé de la crise révolutionnaire de 1920 ; il n'en est pas moins vrai que la vague révolutionnaire des années 1919 et 1920 a été brisée, et que le capitalisme est sorti, stabilisé, de l'épreuve de la guerre de 1914.

On a l'habitude de dire que lorsque le capitalisme déclenche la guerre, il signe son arrêt de mort ; c'est peut-être la vérité pour demain ; mais nous devons constater que le capitalisme s'est sorti de la crise déclenchée par la guerre formidable de 1914-1918. Il aurait pu, peut-être, trébucher dans la crise qui a suivi cette guerre, mais nous le voyons non seulement stabilisé, nous le voyons qui se consolide tous les jours. Vous voyez, par conséquent, que notre appréciation est radicalement différente de celle de la majorité confédérale.

Quand le camarade Gitton nous dit que le capitalisme est à son déclin, nous lui demandons avec quelles lunettes il peut voir aujourd'hui un capitalisme agonisant !

Camarades de la majorité confédérale, vous appartenez au parti communiste, vous appartenez à l'Internationale communiste, et vous

défendez l'idée de Lénine qui disait que, sans idéologie révolutionnaire, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire. Il est aussi vrai que sans appréciation exacte des faits économiques, que lorsqu'on a une appréciation fausse des faits économiques, on est incapable de réaliser un mouvement réel, de réaliser un mouvement ouvrier qui ait une force véritable.

Lénine a démontré que la dernière étape du capitalisme, c'est l'impérialisme. Relisez les pages de Lénine sur l'impérialisme et demandez-vous si, aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une période où l'impérialisme se développe d'une façon intense ? Croyez-vous que l'impérialisme soit moribond ? Il y a une contradiction dans l'exposé du Bureau confédéral, quand il nous dit d'une part que le capitalisme est à son déclin et quand, d'autre part, il oppose à notre thèse, à nous minoritaires, sur la question de la liaison organique, l'image d'un capitalisme de plus en plus uni, d'un capitalisme qui renforce de plus en plus ses trusts et ses cartels. Si nous sommes dans une période de renforcement des trusts et des cartels, si nous sommes dans une période d'accélération de la course au monopole, croyez-vous que ce soit une période de déclin pour l'impérialisme ? C'est une contradiction que je laisse le soin aux économistes de la majorité confédérale de résoudre.

Comment ! le capitalisme est à son déclin et, d'un autre côté, vous nous dites que jamais les trusts et les cartels capitalistes n'ont été aussi puissants ! Mettez-vous d'accord avec vous-mêmes...

Un Délégué. — Lénine a dit que l'impérialisme c'était la dernière étape du capitalisme.

Chambelland. — Le camarade m'indique la suite logique de mon exposé et je l'en remercie. (*Rires.*) Lénine a dit en effet que l'impérialisme c'est la dernière étape du capitalisme, ce qui veut dire qu'au bout du grand développement de l'impérialisme, il y a la culbute.

Où nous ne sommes plus d'accord, c'est sur la date de l'échéance, sur le moment où l'impérialisme culbutera. Il est aisé de constater dans tous les domaines que, si au bout de l'impérialisme il y a la culbute, le développement de l'impérialisme n'a pas atteint son maximum.

Il y a d'abord à constater que la bourgeoisie, pour donner à son impérialisme plus de force encore, réalise tous les jours de nouvelles concentrations, de nouveaux trusts, que des industries non monopolisées se monopolisent, parce que la caractéristique de l'impérialisme c'est le monopole.

Nous sommes d'accord pour dire qu'au bout de l'impérialisme, par suite des contradictions de celui-ci, il y aura la culbute, mais où nous ne sommes plus d'accord, c'est sur la date de l'échéance et je vais m'expliquer sur ce point.

Ouvrons les yeux sur notre situation nationale, que nous sommes

le mieux à même d'apprécier et de comprendre. Je ne veux pas apporter de statistiques, parce que, comme l'a prouvé une controverse à la Chambre entre M. Montigny, député de la Sarthe, et Painlevé, sur la question des effectifs militaires, question qui semble pourtant assez facile à résoudre, il a été prouvé une fois de plus que la statistique est une des formes du mensonge.

Une statistique peut servir à n'importe quelle thèse. Dans l'Internationale communiste, il y a des théoriciens économiques capables de mettre des statistiques à la disposition de n'importe quelle thèse, même si celle d'aujourd'hui contredit celle d'hier. N'attachons donc pas d'importance aux statistiques, et faisons appel au bon sens des camarades réunis dans ce Congrès.

Tout d'abord, ne constatez-vous pas que le capitalisme est sorti presque définitivement de la crise provoquée par la guerre de 1914 ?

Pour que vous ayez raison, il vous faudrait prouver que le capitalisme n'est pas en train de se rétablir définitivement de cette crise, que le maximum de cette stabilisation ne sera pas réalisé par la création de la Banque Internationale des Instituts d'émission. Malgré les contradictions existant dans l'attitude des représentants des différents capitalismes à la Conférence de La Haye, cette conférence n'était-elle pas une étape de plus dans la voie où s'est engagé le capitalisme, qui panse ses plaies de la guerre et sort de la crise, pour marcher à un nouvel essor d'impérialisme ?

Regardons autour de nous. Camarades de la majorité, vous nous dites, par exemple, que la social-démocratie et la C. G. T. se sont intégrées définitivement dans le système capitaliste, dans l'Etat bourgeois ; vous nous présentez la chose comme acquise ; vous nous dites que les social-démocrates sont définitivement des agents de la bourgeoisie.

Sur ce fait, on pourrait peut-être discuter ; je ne sais pas si Jouhaux, par exemple, est plus intégré, aujourd'hui, dans le régime capitaliste qu'il ne l'était lorsqu'en septembre 1914 il était nommé Commissaire à la Nation.

Vous oubliez un peu l'histoire. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'intégration de Jouhaux dans l'appareil de l'Etat capitaliste, et certains camarades de la majorité actuelle l'approuvaient lorsqu'il s'intégrait ainsi. (*Applaudissements.*)

Non, ce n'est pas d'aujourd'hui que Jouhaux s'est ainsi intégré, et les camarades actuellement majoritaires qui, dans leur syndicat, ont voté la ratification du voyage à Washington, devraient se souvenir que Jouhaux était intégré déjà, à cette époque, dans l'organisme capitaliste.

Mais ce n'est pas sur ce point que je veux faire porter mon argumentation. L'impérialisme a besoin, pour se développer, d'une idéologie et d'une période de paix.

Le pacifisme, c'est l'idéologie impérialiste d'aujourd'hui, parce que l'impérialisme c'est, d'abord, l'internationalisation du capital, ce qui crée l'idéologie pacifiste, et c'est grâce à cette idéologie que l'on peut maintenir les masses ouvrières attachées au char de l'impérialisme.

C'est le point sur lequel je veux m'appuyer dans cette analyse de la situation et sur lequel je veux faire appel à votre bon sens.

Quand vous dites que la social-démocratie est intégrée dans l'appareil d'Etat bourgeois, je vous réponds que la bourgeoisie n'a pas encore eu besoin de faire appel à la social-démocratie pour l'exercice du pouvoir et que je serai de votre avis sur l'imminence d'une crise du capitalisme le jour où je verrai la social-démocratie monter au pouvoir pour son compte.

En effet, quand la bourgeoisie approchera de son déclin, quand elle sentira venir sa fin, c'est vers le socialisme qu'elle se retournera pour lui offrir le pouvoir de façon à prolonger son existence.

Quand nous verrons le parti socialiste au pouvoir, je vous dirai qu'il y aura là un signe que la bourgeoisie approche de son déclin.

Vous n'ignorez pas que le parti socialiste comprend différentes tendances, mais dans son ensemble, que vous le vouliez ou non, en dehors des tendances comme celle de Paul-Boncour, — vous qui vivez dans vos localités de province, — vous n'ignorez pas que le parti socialiste prend, depuis quelque temps, une attitude d'opposition, au point de vue parlementaire, attitude sur laquelle je ferai les plus expresses réserves, mais qui est tout de même un signe que la bourgeoisie française peut encore aisément se passer du parti socialiste au pouvoir. Quand elle l'appellera, nous pourrons dire qu'elle est bien malade, qu'elle est atteinte.

Nous ne sommes pas d'accord sur l'échéance, mais je suis d'accord avec vous pour dire que le capitalisme contient en lui-même, dans son développement même, les germes de la crise qui l'emportera.

Mais croyez-vous que nous soyons à la veille d'une telle crise, d'une crise aussi décisive ? En effet, toute la justification de la théorie de la majorité confédérale réside dans cette question : Sommes-nous à la veille de la crise décisive qui doit emporter le capitalisme, ou cette crise ne va-t-elle se produire qu'au bout d'une certaine période ?

Voilà le problème.

On peut répondre à cette question par différents faits.

Je voudrais demander auparavant à nos camarades de la majorité confédérale de se mettre d'accord sur leurs perspectives.

Sommes-nous, camarades de la direction confédérale, à la veille de cette crise économique décisive, ou sommes-nous à la veille de la guerre ? Car, enfin, vous ne pouvez pas prétendre que les deux événements peuvent aller de pair. De sorte que, ou vous avez tort quand vous nous dites que c'est la crise économique qui va venir, ou vous avez tort quand vous nous dites que la guerre est là.

Il faut, dans les perspectives, avoir tout de même un peu de logique. Vous nous répondrez sur ce point, j'espère, en nous disant que nous sommes, soit à la veille de la crise économique décisive, soit à la veille du conflit guerrier.

Si vous pensez que nous sommes à la veille d'un conflit guerrier, il faudra nous dire, selon vos prévisions, quelle est la nature de ce conflit guerrier que vous prévoyez.

L'impérialisme fait des efforts pour s'unifier, mais dans l'état actuel on peut dire qu'il y a différents impérialismes et qu'entre ces impérialismes il y a, non pas antagonisme car ils sont de même nature, mais rivalité. Il y a l'impérialisme américain, qui veut coloniser l'Europe, et il y a son adversaire, qui est l'Angleterre, je crois. Il faudra venir nous dire si la guerre est là, si vous prévoyez une guerre à brève échéance, une guerre qui sera le produit de cette rivalité entre ces deux impérialismes.

Il ne s'agit pas seulement d'affirmer l'imminence de la guerre impérialiste ; il ne suffit pas de se baser sur des faits de fabrication de munitions ou sur des témoignages selon lesquels des usines travaillent pour la guerre. Nous savons bien que de tout temps des usines ont travaillé pour la guerre : il y a des stocks qu'on renouvelle ; il y a toujours eu un minimum de fabrications de guerre.

Il faudra nous dire si, selon vos perspectives, la guerre qui sera le produit de la rivalité entre l'impérialisme américain et l'Angleterre, est prochaine.

Quand on parle de l'imminence de la guerre, il faut aussi s'expliquer sur ce mot. Qu'est-ce que l'imminence de la guerre ? Il faudra que vous nous disiez si vous entendez que c'est la guerre dans deux ans, dans dix ans ou dans trente ans. (*Interruptions.*)

A la minorité n° 1, nous ne croyons pas, je vous le dis franchement, à l'imminence des dangers de guerre. Nous ne croyons pas davantage à la crise économique décisive. Nous pensons que nous sommes dans une période qui va se continuer pendant 20 ans, 30 ans, une période où l'idéologie de l'impérialisme, c'est-à-dire le pacifisme, va abuser les masses ouvrières pour les maintenir sous la domination capitaliste. Nous ne voyons pas la révolution à nos portes, nous ne croyons pas au coup de force pour demain.

A ce propos, parlons un peu de la radicalisation des masses, car vous admettrez que si véritablement le capitalisme est à la veille de sombrer, si nous sommes à la veille du coup de force, c'est justement une raison impérieuse pour que les masses soient radicalisées. (*Interruptions.*)

Un Délégué. — Tu poses des questions et tu vas quitter la tribune. Attends donc qu'on t'en pose.

Le Président. — Silence ! camarades, n'interrompez pas ; le bureau confédéral répondra.

Sibille. — Et la guerre contre la Russie ? Voilà la question qu'on te pose.

Chambelland. — La radicalisation des masses, c'est en quelque sorte un baromètre qui permet d'apprécier l'état du capitalisme d'un pays. Si le capitalisme se trouve à son déclin, les masses sont forcément radicalisées.

Ici, je dois dire au camarade Chaussin que je ne partage pas son opinion sur l'état de la conscience des masses ouvrières de ce pays. Non, Chaussin, les masses ouvrières ne sont pas avachies. Il y a au fond de chaque ouvrier de ce pays une force révolutionnaire qui dort, c'est entendu, mais qui existe. Le capitalisme lui-même crée dans le prolétariat cette force révolutionnaire et il n'est pas possible à un militant de la nier. Mais ce que j'ai l'intention de montrer, c'est que cette force révolutionnaire qui se trouve au fond de chaque ouvrier ne se traduit pas. Pour quelles raisons ? Parce que la classe ouvrière subit une crise de confiance à l'égard de ses organisations syndicales.

Vous prétendez que dans le capitalisme il y a des industries-clefs, que c'est le cas, par exemple, pour la métallurgie ? Voulez-vous me dire par quel mouvement d'envergure la radicalisation des masses s'est traduite dans le prolétariat de cette industrie ?

Vous ne pouvez pas apporter comme témoignage probant d'une radicalisation des masses des mouvements dans l'industrie du textile, qui est une industrie secondaire par rapport à la métallurgie. Dites-moi donc si vraiment nous sommes sur le chemin de la radicalisation des masses, c'est-à-dire sur la voie des grands mouvements de masses, des grands mouvements revendicatifs.

Je ne commets pas l'erreur de dire que les mouvements revendicatifs ne traduisent pas une certaine radicalisation. Il n'y a pas besoin qu'un mouvement soit orienté d'une façon révolutionnaire pour traduire la radicalisation des masses ; il suffit parfois que ce mouvement se fasse pour des augmentations de salaires. Mais pour qu'il soit caractéristique de la radicalisation des masses, il faut que ce mouvement soit d'envergure et qu'il se produise dans une industrie-clef. Montrez-moi donc un mouvement de cette importance dans la métallurgie, ou dans l'industrie des produits chimiques ?

Camarades, la minorité n° 1 ne croit pas à la radicalisation des masses. Elle garde sa confiance dans l'esprit de combativité des ouvriers ; elle n'accepte pas qu'on puisse dire que les ouvriers sont avachis ; elle pense que les ouvriers ont conservé toute leur capacité ; elle entend même vous démontrer que ces ouvriers ont une capacité suffisante pour se passer d'un parti politique. Seulement, la minorité n° 1 vous dit : La classe ouvrière, en l'état actuel, n'est pas prête pour livrer le grand combat révolutionnaire, parce que ce grand combat révolutionnaire n'est pas à nos portes.

Vous menez toute votre politique comme si la révolution devait

éclater demain. Nous vous répondons : Non, nous ne croyons pas que la révolution éclatera demain. Nous croyons plutôt que s'ouvre devant nous une période de tranquillité suffisamment longue pour que le mouvement ouvrier puisse adopter une attitude différente de celle que vous préconisez pour la C.G.T.U.

Nous vous avons dit ce que nous pensions de la situation économique, puisque vous nous l'avez demandé. Mes explications vous auront peut-être paru insuffisantes. Mais, camarades de la majorité, vous êtes des militants assez expérimentés pour pouvoir répondre sur les points sur lesquels je me serai montré insuffisant.

Vous avez parlé de la guerre contre l'U.R.S.S. Mais il faudrait plutôt nous dire, une fois encore, si c'est la guerre que nous devons attendre ou une crise économique. Quand vous sortirez de cette contradiction que j'ai relevée dans votre propre thèse, alors nous pourrons discuter.

Il s'ensuit que si nous différons totalement dans l'appréciation de la situation économique, si, à l'encontre de vous, nous ne croyons pas que la révolution soit à nos portes, si nous n'admettons pas que nous soyons à la veille de la guerre ou d'une crise économique décisive, nous différons également dans la conception du mouvement ouvrier lui-même, car cette conception, c'est de la situation économique qu'elle naît, c'est l'économie générale qui la détermine.

Si vous admettez que nous sommes à la veille d'un coup de force et de la révolution, peut-être alors votre théorie du parti qui dirige est-elle la bonne ? Car, dans les coups de force, il faut une avant-garde résolue, disciplinée, avec une armature de fer. Mais si, comme nous le pensons, nous ne sommes pas à la veille d'un pareil mouvement, si nous sommes appelés à vivre encore une période de paix qui peut durer 30 ou 40 ans, il faut que le mouvement syndical, qui est l'expression la plus vraie de la classe ouvrière, en profite pour se consolider. Il faut que le mouvement syndical en profite pour amener à lui le plus d'ouvriers possible, pour éclairer sa route et défendre pied à pied les intérêts de la classe ouvrière, ce qui est son but primitif.

Voyez comment cette différence de nos conceptions se traduit dans les mots. Bourneton m'a reproché d'avoir écrit, dans *la Révolution Prolétarienne,* que le mouvement syndical devrait, chaque année, à l'anniversaire de la guerre, faire une semaine de propagande antiguerrière et antimilitariste. C'est qu'il semble, camarades, que ce mot de « propagande » vous fasse horreur aujourd'hui et qu'il n'ait plus cours dans le langage syndicaliste. On ne nous parle que de « l'agitation » et de « l'action ».

Nous sommes, à mon avis, dans une période où la propagande doit reprendre tous ses droits. L'agitation, par sa définition même, ne me paraît pas une chose parfaitement bonne en ce moment. Je crois que l'action décisive n'est pas pour demain et qu'en conséquence les organisations syndicales doivent se consacrer à un effort intense

de propagande parallèle à l'effort de défense des intérêts immédiats des ouvriers.

Camarades, vous cherchez trop à entraîner les ouvriers derrière des mots d'ordre et pas assez à les convaincre par des arguments. Vous voulez que les masses ouvrières vous obéissent, mais elles ne vous comprennent pas et pour qu'elles vous comprennent, il faut que vous fassiez de la propagande. Il faut que vous les éduquiez.

Ah ! nous ne sommes pas dans une période comme celle qui a précédé la Révolution bolchévique, pendant laquelle il fallait lancer des mots d'ordre tranchants pour enthousiasmer les masses et les entraîner derrière soi. Nous sommes plutôt dans une période où les masses traversent une crise de confiance à l'égard des organisations syndicales. Vous ne réagirez contre cette crise de confiance que si vous vous livrez à un effort intense de propagande et d'éducation syndicales.

Il ne suffit pas d'apporter des thèses et des mots d'ordre. Il faut convaincre la classe ouvrière, parce qu'elle a un cerveau et qu'elle est, par suite, à même de penser et de comprendre. Elle n'est pas seulement capable de vous suivre lorsque, dans les actions décisives, vous lancerez des mots d'ordre qui s'imposeront, il faudra qu'elle les comprenne. Vous devez donc regagner sa confiance.

Or, la C. G. T. U. ne gagnera la confiance de la classe ouvrière qu'autant qu'elle se livrera à une propagande incessante pour ses buts syndicalistes et qu'autant qu'elle mènera, en même temps, un combat ordonné d'une façon intelligente pour les revendications immédiates des travailleurs. L'opposition entre le mot « agitation » et le mot « propagande » contient donc l'opposition entre nos deux thèses. Vous êtes des agitateurs. Nous pensons, nous, que nous devons être des propagandistes. Vous voulez entraîner les masses derrière vous sans qu'elles comprennent. Nous voulons les convaincre pour qu'elles nous suivent avec plus de certitude.

De là naît forcément notre divergence de conceptions quant à la direction du mouvement ouvrier. La majorité confédérale défend, dans sa résolution, la thèse du parti dirigeant. Je sais bien que, tout à l'heure, un camarade de la majorité a dit : « Mais la thèse du parti dirigeant n'est pas du tout la même que celle de la liaison organique ». Evidemment, mais c'est pire.

La liaison organique suppose que deux organismes se réunissant, après en avoir reçu mandat de leurs propres adhérents, restent responsables devant ces derniers de ce qui est fait dans la liaison organique. Mais quand on dit que c'est le parti qui doit avoir le rôle dirigeant, on relègue la C.G.T.U. au second plan. Car diriger, en français, cela veut dire quelque chose. Si c'est le parti qui dirige, c'est qu'il y a quelqu'un qui doit lui obéir, et ce quelqu'un c'est le mouvement syndical.

Dans la liaison organique, les deux organismes dirigeraient, chacun prenant ses responsabilités, tandis que dans votre thèse, il y en a un

qui dirige et l'autre qui exécute. Aussi nous ne sommes pas du tout d'accord. Nous repoussons catégoriquement la conception du parti dirigeant. Et si je voulais entrer dans la polémique, je vous dirais en toute liberté — et vous me le permettriez bien, car vous êtes suffisamment nombreux ici pour défendre le parti communiste — que ce parti communiste ne me paraît pas suffisamment qualifié aujourd'hui pour revendiquer ce rôle de fraction dirigeante.

Si je voulais entrer dans la polémique, je vous dirais qu'un parti qui découvre tous les six mois qu'un certain nombre de ses dirigeants ne sont que des contre-révolutionnaires n'a pas beaucoup le droit de revendiquer la direction du mouvement ouvrier. Qui nous prouve que les dirigeants d'aujourd'hui ne sont pas les contre-révolutionnaires de demain ? (*Applaudissements.*)

J'ai appartenu au parti communiste. En 1924, j'en suis parti, d'autres en ont été chassés. Or, nous avons déjà vu ceux qui nous avaient chassés être chassés à leur tour... (*Vifs applaudissements.*)

Un Délégué. — Tu n'es pas près d'y revenir.

Chambelland. — Ah, non !

Camarades, je vous demande de rester calmes. Il y a suffisamment de camarades capables de défendre le parti communiste dans ce congrès pour que je puisse me permettre de dire mon opinion sans être interrompu.

Quand nous voyons le parti communiste lancer, après le 1er août, le mot d'ordre de la promotion des « Dix mille » — vous m'excuserez si je vous blesse dans vos sentiments, mais j'ai tout de même le droit d'avoir une opinion moi aussi, — nous sommes en droit de nous demander s'il n'aurait pas mieux fait de parler de campagne pour le doublement de ses effectifs. (*Mouvements divers.*)

Je ne veux d'ailleurs pas continuer sur ce terrain, je ne veux pas entrer dans la polémique et je veux revenir sur le terrain théorique, sur lequel nous entendons, avant tout, nous placer.

J'ai entendu un camarade — je ne sais pas si c'est un camarade de la majorité confédérale — parler de la C.G.T. réformiste d'avant-guerre. Je crois qu'il faut avoir une certaine méconnaissance de l'histoire du mouvement syndicaliste pour parler du réformisme de la C.G.T, d'avant-guerre, ou qu'il faut être resté au fond de soi-même un véritable social-démocrate. Chez les militants bolcheviks, d'ailleurs, — vous me permettrez de le dire en passant, — il en est chez qui il ne faudrait pas beaucoup gratter le vernis pour retrouver le social-démocrate, comme chez d'autres on retrouvait tout aussi facilement des traces de blanquisme.

Il y a, dans votre parti, une alliance de ces deux conceptions fondamentales.

Puis, il y a une troisième conception, la conception syndicaliste ; c'est au nom de cette conception syndicaliste que nous, minorité n° 1, nous développons notre programme et que nous luttons dans les deux

C.G.T. pour rendre au mouvement syndical sa complète indépendance à l'égard des partis, pour lui rendre son unité, et, grâce à cette unité, pour lui rendre sa force.

Nous ne croyons pas au rôle dirigeant du parti communiste. Nous croyons, dans la période actuelle, que le syndicalisme est appelé à renaître de ses cendres et notre effort est dirigé dans ce sens au sein de la C.G.T.U.

Nous voulons que revive ce syndicalisme qui a, à sa base, la notion de classe, ce syndicalisme qui réunit tous les ouvriers, quelles que soient leurs opinions, dans la même organisation, ce syndicalisme qui fait confiance aux capacités de la classe ouvrière, ce syndicalisme qui appelle la classe ouvrière à réaliser elle-même son destin sans avoir besoin d'un parti, ce syndicalisme qui dit que la classe ouvrière est assez grande pour se diriger elle-même, ce syndicalisme qui réalisera un jour la parole de Marx suivant laquelle l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Voilà quelle est notre position, quelle est notre orientation politique à nous, militants de la minorité n° 1. Elle est celle du syndicalisme révolutionnaire et c'est au nom du syndicalisme révolutionnaire que nous luttons dans les organisations syndicales. C'est pour faire revivre le syndicalisme révolutionnaire que nous bataillons ici.

Et, camarades de la majorité, je veux maintenant vous assurer de ma conviction que ce syndicalisme renaîtra dans la C.G.T.U., que le congrès d'aujourd'hui est un premier pas vers sa réalisation, un pas de plus vers ce que nous pouvons appeler un nouveau Congrès d'Amiens. (*Applaudissements.*)

La plate-forme politique de la minorité, c'est un nouveau Congrès d'Amiens dans le mouvement syndical qui freinera les prétentions de ceux qui veulent constituer la fraction dirigeante du mouvement syndical et affirmera la capacité de la classe ouvrière à se conduire elle-même. (*Vifs applaudissements.*)

Voilà notre position et nous prétendons qu'une C.G.T. qui reviendrait à ce syndicalisme d'avant-guerre aurait la possibilité de se conduire d'une façon aussi révolutionnaire que n'importe quel parti politique, quel qu'il soit.

J'ai la conviction, ainsi que je vous l'ai dit, que c'est dans la C.G.T.U. que cette renaissance se fera. En effet, dans la C.G.T., le syndicalisme est enterré beaucoup plus profond sous un amas, non pas de traîtrise — parce que, lorsque vous dites que Jouhaux est un traître, vous ne dites qu'une partie de ce qui est, la vérité c'est que Jouhaux a dupé les ouvriers avec un néo-millerandisme mille fois plus dangereux, mille fois plus développé que ce que le mouvement a connu avant la guerre sous le nom de millerandisme — mais sous un amas d'illusions qui se font de plus en plus difficiles et longues à détruire parmi les camarades de la C.G.T. de la rue Lafayette.

C'est dans la C.G.T.U. que ce syndicalisme renaîtra. Je n'en veux

pour preuve qu'une brève analyse des courants qui se sont manifestés dans ce congrès ou avant ce congrès. J'entends également vous apporter notre opinion sur ces différents courants.

Vous avez indiqué dans *l'Humanité* de ce matin que les minoritaires ont cherché en vain une plate-forme politique. Eh bien ! cette plate-forme pour la minorité et pour son rassemblement, je vais vous l'apporter. Mais, auparavant, je veux analyser les différents courants qui existent dans notre Centrale syndicale.

D'abord, je veux vous dire que si le syndicalisme renaît dans la C.G.T.U., pour une grande part, vous en êtes responsables.

Je suis d'accord avec Teulade qui a parlé des bêtises des communistes. Ce sont ces bêtises qui provoquent la renaissance du syndicalisme. Ce sont les bêtises que l'on commet chaque jour dans les mouvements qui font naître ces courants divers que nous connaissons au sein de la C.G.T.U. et qui se traduiront, en définitive, par une renaissance syndicaliste.

Examinons le cas de la Fédération de l'Enseignement. La Direction confédérale a cru bon de s'embarquer derrière une petite fraction de la Fédération de l'Enseignement qui se compose de stratèges certainement très émérites et expérimentés quant à la lutte ouvrière, de militants du syndicat de la Seine qui ont fait leurs preuves dans la bataille de classe ; la Direction confédérale a toujours été derrière cette petite minorité et elle a écrit que les vieux militants, les militants éprouvés qui sont à la tête de la Fédération de l'Enseignement sont, eux, des centristes, des camarades qui ne valent pas beaucoup mieux que nous.

La Direction confédérale n'a fait qu'accentuer le malaise dans la Fédération de l'Enseignement, elle a montré à ces camarades de la Fédération de l'Enseignement que le vrai chemin, c'est le chemin du retour à l'indépendance du syndicalisme.

Ecoutez, camarades, la conclusion d'un article de deux militants de l'Enseignement, Clavel et Yvonne Orliange, paru dans *la Vie Ouvrière*. Que disent-ils, en criant : Casse-cou ! aux militants de la Direction confédérale ?

Mais puisqu'il est encore temps de crier : Casse-cou ! nous le faisons énergiquement. Nous sommes persuadés, si nous ne sommes pas écoutés, que le parti en souffrira cruellement en bien des coins de France, que la C.G.T.U. en entier subira de terribles dommages par sa nouvelle tactique, que notre Fédération sera ruinée. Douloureuse perspective. Pourtant, nous ne voulons pas quitter le parti communiste. Nous ne pouvons lutter contre le seul parti révolutionnaire, malgré ses fautes et ses insuffisances. La situation est tragique. Camarades, nous vous en supplions. Faut-il que pour que telle ou telle personnalité triomphe, pour que sa thèse triomphe, que cela soit sur des ruines ?

Ecoutez, camarades de la Direction, cet avertissement que vous donnent les militants de la Fédération de l'Enseignement. Ou plutôt,

ne l'écoutez pas. Continuez votre politique qui consiste à s'embarquer derrière ces stratèges expérimentés dont je vous parlais tout à l'heure. Vous travaillez pour nous, vous travaillez à amener à la conception de la renaissance syndicaliste les militants qui sont encore hésitants pour s'engager dans cette voie.

Continuez également à vous conduire comme vous vous conduisez à l'égard de certains gros syndicats de Paris et de province dirigés par des camarades qui se sont placés ici dans la catégorie des « Sauvages ». Continuez votre politique et ces camarades viendront complètement à nous sur les bases de l'indépendance du mouvement syndical. Continuez cette politique et vous verrez enfin que c'est vous qui serez les fossoyeurs de la conception de parti.

Dans la situation actuelle, où la direction de la C.G.T.U. est entre les mains de camarades appartenant au parti, la minorité unique dans la C.G.T.U. doit être l'image de ce que serait une C.G.T.U. indépendante. La minorité unique doit comprendre tous les courants d'opinion quels qu'ils soient, à condition qu'ils se réclament de l'indépendance du mouvement syndical et qu'ils veuillent assurer cette indépendance à l'égard de tous les partis. Voilà la plate-forme de la minorité unique. (*Applaudissements.*)

Un Délégué. — Tu pêches à la ligne ?

Chambelland. — Tant que la C.G.T.U. n'aura pas repris sa figure syndicaliste : tant que la C.G.T.U. n'aura pas reconquis l'indépendance du mouvement syndical, la place de tous ceux qui se dressent contre la prétention du parti est dans la minorité qui représentera en puissance ce que sera la C.G.T.U. indépendante de demain.

Voilà notre position. Vous pensez bien que cela ne s'arrêtera pas là. Je vous prédis pour le prochain congrès confédéral, non pas une minorité numéro 2, mais une minorité numéro 3. Vos rangs ne sont pas homogènes, camarades de la majorité confédérale. Il ne faudrait pas vous faire d'illusions. Il y a, il doit y avoir dans ce congrès quantité de camarades qui voteront pour le rapport moral, mais qui ne seront pas très contents de leur vote.

Il y a chez vous un malaise profond qui n'ira qu'en s'accentuant. Ce malaise a été traduit par notre camarade Arnaud, des Mineurs de la Loire, qui, quoique membre du parti, est venu apporter ses craintes, exprimer sa pensée ; l'intervention d'Arnaud montre que votre direction conduit vers la formation d'une nouvelle minorité dans la C.G.T.U., vers de nouvelles divisions dans votre majorité.

C'est votre politique même qui provoquera la naissance dans la C.G.T.U. de nouvelles minorités qui, un jour, reconquerront contre vous l'indépendance du syndicalisme. Il va de soi que dans la mesure de notre activité, nous vous aiderons à provoquer ce redressement de la C.G.T.U. Je fais appel ici à tous les camarades qui voteront comme nous contre le rapport moral. Je leur dis qu'il faut que nous nous

unissions, qu'il faut que nous nous organisions, qu'il faut que nous ayons notre presse. (*Applaudissements.*)

Il y a contre nous une presse qui est la plus forte arme de nos adversaires ; il faut que nous opposions à cette presse une presse syndicaliste à nous. Il faut que nous nous mettions d'accord malgré que nous soyons opposés par certaines conceptions, que nous nous unissions sur le terrain de l'indépendance du mouvement syndical.

Bloc des minorités dans la C.G.T.U. ! Union des minorités pour travailler en commun afin de commencer de faire revivre ce syndicalisme ! C'est la foi que nous avons dans notre conception qui nous dit qu'un jour ou l'autre le syndicalisme renaîtra, ce syndicalisme en qui nous avons conservé la plus grande confiance.

Nous voterons contre le rapport moral ; nous invitons les camarades à voter contre le rapport moral.

Nous savons que les orateurs de la majorité vont répondre, que la direction confédérale va répondre. Nous ne nous en plaignons pas ; c'est la règle du jeu. Nous ne nous plaindrons pas et nous ne protesterons pas quand ils nous assèneront sur la tête ces coups dont ils ont le secret. Nous savons encaisser et garder nos conceptions intactes ; nous sommes difficilement influençables.

Mais nous vous prions, camarades congressistes, quelle que soit l'issue de ce congrès, quel que soit le vote qui sera émis, de conserver en vous l'idée des deux thèses fondamentales qui s'opposent ici. Nous vous prions de vous rappeler, lorsque vous serez rentrés chez vous, les arguments que nous avons apportés ici, la thèse que nous avons essayé de défendre ici, parce que, dans un jour prochain, nous vous appellerons à examiner si les événements ont donné raison à l'une ou l'autre de ces thèses.

Nous avons confiance, nous, dans notre thèse et rien ne nous fera perdre cette confiance. Nous sommes convaincus ; nous vous prions simplement de garder nos arguments présents à l'esprit et de les comparer, une fois que vous serez rentrés chez vous, avec les événements ; vous jugerez.

Nous vous prions également de conserver l'image que je vais essayer de vous faire de ce qu'aurait pu être notre C.G.T.U. si elle était restée sur les bases de sa constitution, sur les bases du Congrès de Saint-Etienne, sur les bases du Congrès de Bourges.

Camarades, sur ces bases, il était possible de réunir une organisation syndicale puissante.

Il était possible de voir dans ce congrès, non seulement les représentants nombreux d'une majorité et les représentants de notre minorité, il aurait été possible de voir dans ce congrès toutes les tendances de la classe ouvrière qui sont successivement passées dans les rangs de la C. G. T. U.

Dans une C.G.T.U. restée sur les bases de Saint-Etienne et sur les bases de Bourges, tous les ouvriers révolutionnaires de ce pays

devraient avoir leur place. Nous nous trouverions ainsi fraternellement unis avec les anarchistes, avec les syndicalistes purs de Bourges, avec un certain nombre de militants qui ont quitté la C.G.T.U. alors qu'ils ont eu tort de la quitter, alors qu'ils auraient dû rester avec nous. (*Mouvements divers.*)

Une C.G.T.U. sur les bases des résolutions de Saint-Etienne et de Bourges, ce n'est pas une C.G.T.U. où il y aurait seulement des communistes et des anticommunistes, ce serait une C.G.T.U. où tous les courants révolutionnaires du mouvement ouvrier auraient leur place, ce serait une C.G.T.U. qui pourrait opposer à la bourgeoisie un bloc compact de militants, séparés par des divergences politiques, mais réunis par leurs sentiments de classe et par leur désir de mener le bon combat. (*Applaudissements.*)

Camarades, dans mon analyse des courants de ce congrès, j'en ai oublié un, mais je répare cette omission : on a écrit que non seulement les camarades centristes de la Fédération de l'Enseignement devaient se situer dans ce congrès fédéral, mais on a écrit également que notre camarade Rambaud, des Cheminots de l'Etat, devait aussi venir s'expliquer. Rambaud n'est pas encore venu déférer au désir de Monmousseau ; et les lieutenants de Monmousseau ont oublié d'inviter Rambaud à venir préciser sa position. Je demanderai amicalement à Rambaud de dire, si cela lui est possible, sa position, et vous verrez que cette minorité d'aujourd'hui a des racines autrement profondes que vous ne le pensez.

Camarades, un dernier mot : je vous ai dit qu'il aurait été possible, sur les bases de Saint-Etienne et de Bourges, de réunir une C.G.T.U. puissante, de faire un mouvement syndical sérieux et fort. On nous a fait à la minorité l'honneur, dans une circulaire, probablement confidentielle, de la commission syndicale centrale du parti communiste, de nous inscrire, quatre camarades de la minorité, comme candidats à la prochaine commission exécutive confédérale, ce qui produit cette situation paradoxale que je suis candidat à la commission exécutive confédérale sans avoir jamais posé ma candidature. Vous vous en expliquerez avec la commission syndicale du parti communiste. Je vous réponds qu'au moins à trois des quatre camarades, que vous avez inscrits dans votre liste, nous sommes parfaitement disposés à accepter de venir à la commission exécutive confédérale, et non pas seulement pour vous combattre, mais aussi pour apporter notre part d'efforts, parce que nous pensons que le mouvement syndical ce n'est pas que la lutte des tendances, le mouvement syndical, c'est aussi le travail en commun de toutes les tendances. Nous mettons au-dessus des tendances, non seulement l'intérêt du mouvement syndical, mais l'intérêt de la classe ouvrière. Et cet intérêt de la classe ouvrière nous commande et nous a toujours commandé d'apporter dans la vie syndicale de tous les jours notre part de travail à nous.

Cela est tellement vrai que, dans la C.G.T. comme dans la C.G.T.U. nous avons toujours été partisans de la représentation des minorités au sein des commissions exécutives, nous avons toujours lutté contre l'homogénéité des commissions exécutives.

Les camarades de la majorité confédérale, qui sont ici, et qui ont participé au Congrès de Bourges, se rappelleront sans doute que si, à ce Congrès de Bourges, la majorité confédérale a proposé à la minorité d'alors sa représentation à la commission exécutive confédérale, c'est sur notre insistance à nous ; les dirigeants de la majorité confédérale n'étaient pas partisans de proposer cette participation. C'est nous, minoritaires d'aujourd'hui, qui avions demandé que cette proposition soit faite.

A Bordeaux, c'est également nous qui avons revendiqué notre place, et si nous voulons remonter plus loin dans l'histoire confédérale, lorsqu'après le Congrès de Lille on a posé à la minorité, dont nous étions, au camarade Monmousseau en particulier, la question de cette participation à la commission exécutive, devant le comité national confédéral, Monmousseau a répondu : « Nous voulons aller à la commission exécutive, pour vous combattre ! »

Nous vous disons que ce n'est pas là une position syndicaliste : la position syndicaliste c'est celle qui consiste à dire : Nous allons à la commission exécutive, évidemment nous y défendrons notre point de vue, mais nous y accomplirons également nos tâches, notre travail.

Camarades, j'espère qu'après cette déclaration bien nette, vous déciderez de ne pas maintenir votre proposition !

Nous sommes syndicalistes, nous continuerons de travailler dans la C.G.T.U. à la fois dans l'intérêt du mouvement syndical et à la fois pour conquérir au mouvement syndical son indépendance. Nous avons la prétention de travailler pour une C.G.T.U. plus forte, pour un mouvement syndical puissant, pour le développement de la capacité d'action de la classe ouvrière à laquelle nous croyons.

Je veux, en terminant, reprocher à notre camarade Boville d'avoir parlé d'un coup de barre à droite. Nous ne croyons pas que c'est d'un coup de barre à droite qu'il s'agit ; nous croyons qu'il s'agit de devenir un peu plus réalistes. Nous ne voulons pas la révolution à n'importe quel prix, nous sommes révolutionnaires, mais nous voulons préparer la révolution dans la bataille économique, et dans la juste défense des intérêts ouvriers. (*Vifs applaudissements.*)

Maison des Syndicats Service de l'Imprimerie